

# **SUIVI DES AIDES VERSÉES AUX ENTREPRISES DANS LE CADRE DE LA CRISE SANITAIRE COVID-19**

*Données pour le département : "Meurthe-et-Moselle"*



Depuis le début de la crise sanitaire de la COVID-19, l'État et les Régions ont mis en place un fonds de solidarité pour prévenir la cessation d'activité des petites entreprises, micro-entrepreneurs, indépendants et professions libérales, particulièrement touchés par les conséquences économiques de la COVID-19.

Les données utilisées proviennent de la DGFIP et sont disponibles en open data sur [data.gouv.fr](https://data.gouv.fr)

## Niveau National

Top 10 des aides du fonds de solidarité  
ventilées par code section NAF (en M€)



Montant total : 17 212 167 871 euros

Nombre d'aides : 7 358 317

Nombre d'entreprises : 1 971 604

## Niveau Régional : Grand Est

Top 10 des aides du fonds de solidarité  
ventilées par code section NAF (en M€)



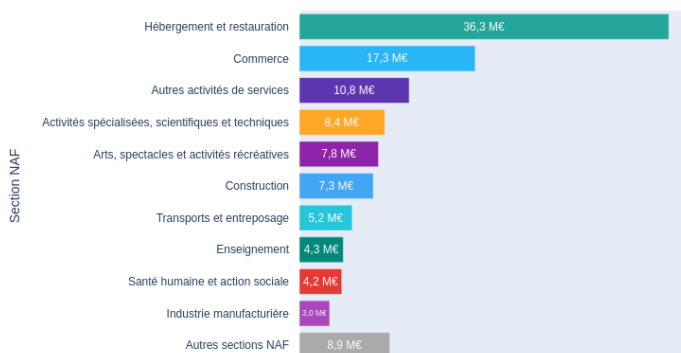
Montant total : 1 083 924 487 euros

Nombre d'aides : 434 745

Nombre d'entreprises : 128 249

## Niveau Départemental : Meurthe-et-Moselle

Top 10 des aides du fonds de solidarité  
ventilées par code section NAF (en M€)



Montant total : 113 299 241 euros

Nombre d'aides : 50 102

Nombre d'entreprises : 14 285



Le Gouvernement met en oeuvre un dispositif exceptionnel de garanties permettant de soutenir le financement bancaire des entreprises, à hauteur de 300 milliards d'euros.  
Les entreprises peuvent désormais contracter un prêt jusqu'au 30 juin 2021 au lieu du 31 décembre 2020.  
Les données utilisées proviennent de la DG Trésor et sont disponibles en open data sur [data.gouv.fr](https://data.gouv.fr)

## Niveau National

Top 10 des prêts garantis par l'Etat  
ventilés par code section NAF (en M€)



Montant total : 132 523 986 481 euros

Nombre de prêts : 654 882

## Niveau Régional : Grand Est

Top 10 des prêts garantis par l'Etat  
ventilés par code section NAF (en M€)



Montant total : 7 696 078 861 euros

Nombre de prêts : 45 301

## Niveau Départemental : Meurthe-et-Moselle

Top 10 des prêts garantis par l'Etat  
ventilés par code section NAF (en M€)



Montant total : 746 345 781 euros

Nombre de prêts : 5 001



Le Gouvernement a annoncé le report des principales échéances fiscales des professionnels afin de tenir compte de leurs difficultés liées à la crise sanitaire de la COVID-19.

Les données utilisées proviennent de la DGFIP et sont disponibles en open data sur [data.gouv.fr](https://data.gouv.fr)

## Niveau National

Top 10 des reports d'échéances fiscales  
ventilés par code section NAF (en M€)



Montant total : 3 381 015 226 euros

Nombre de reports : 111 824

## Niveau Régional : Grand Est

Top 10 des reports d'échéances fiscales  
ventilés par code section NAF (en M€)

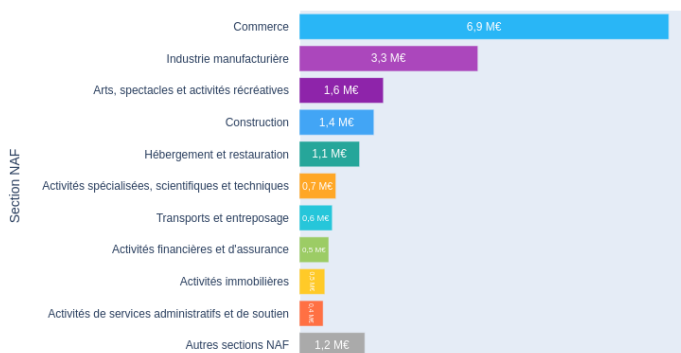


Montant total : 172 363 472 euros

Nombre de reports : 6 299

## Niveau Départemental : Meurthe-et-Moselle

Top 10 des reports d'échéances fiscales  
ventilés par code section NAF (en M€)



Montant total : 18 190 111 euros

Nombre de reports : 767



Le Conseil de la protection sociale des travailleurs indépendants (CPSTI) met en place une aide financière exceptionnelle à destination de tous les commerçants et les artisans qui sont en activité au 15 mars 2020 et ont été immatriculés avant le 1er janvier 2019.

Les données utilisées proviennent de l'URSSAF et sont disponibles en open data sur [data.gouv.fr](https://data.gouv.fr)

## Niveau National

Top 10 des aides CPSTI  
ventilés par code section NAF (en M€)



Montant total : 971 888 425 euros

Nombre d'aides : 1 188 713

## Niveau Régional : Grand Est

Top 10 des aides CPSTI  
ventilés par code section NAF (en M€)



Montant total : 65 391 323 euros

Nombre d'aides : 79 739

## Niveau Départemental : Meurthe-et-Moselle

Top 10 des aides CPSTI  
ventilés par code section NAF (en M€)



Montant total : 7 802 355 euros

Nombre d'aides : 9 525



L'activité partielle permet à l'employeur en difficulté de faire prendre en charge tout ou partie du coût de la rémunération de ses salariés. L'activité partielle s'adresse à tous les salariés qui subissent une baisse de rémunération imputable soit à une réduction de l'horaire de travail pratiqué dans l'établissement ou partie de l'établissement en deçà de la durée légale de travail, soit à une fermeture temporaire de tout ou partie de l'établissement. Les données utilisées proviennent de la DARES

## Niveau National



Nombre de demandes : 220 860

Nombre de salariés : 1 054 345

Heures demandées : 85 295 185

## Niveau Régional : Grand Est



Nombre de demandes : 15 860

Nombre de salariés : 73 705

Heures demandées : 5 696 335